



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE DE L'OUEST

(HORS NIGÉRIA-GHANA)

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

D'ABIDJAN

N° 491 – 12 mai 2023

❖ Régional

La Cedeao lance 23 projets de terrain pour la promotion de l'emploi des jeunes dans la filière du lait

La Communauté des Etats d'Afrique de l'ouest (Cedeao) [a lancé](#) officiellement, le 8 mai dernier, 23 projets de terrain pour promouvoir l'emploi des jeunes tout au long des chaînes de valeur des filières locales du lait. Sélectionnés à la suite d'un appel à propositions d'initiatives locales, ces projets abordent 3 thématiques : (i) amélioration de la production laitière et d'aliment bétail ; (ii) collecte, transformation et distribution de produits laitiers locaux et d'équipements spécifiques ; (iii) prestations de services innovants financiers, non financiers, créateurs d'emplois jeunes. Le coût global des projets s'élève à 7,3 M USD. Ils seront financés par la Suisse, à travers le Programme Régional d'Appui aux Organisations Paysannes (PRAOP) qui en est à sa 3^{ème} phase et qui s'étend sur la période 2022-2026.

Equatorial Coca-Cola Bottling obtient 64 M EUR de la SFI pour moderniser ses installations

La Société financière internationale (SFI), du groupe de la Banque mondiale, [a annoncé](#) l'octroi d'un financement global de 64 M EUR à Equatorial Coca-Cola Bottling Company (ECCBC), un embouteilleur de boissons gazeuses

LE CHIFFRE À RETENIR

1,85 Md USD

Le montant global de l'accord de financement conclu entre le Sénégal et les services du FMI

de la marque Coca-Cola. Ce financement permettra à la société de réduire sa consommation d'eau et d'énergie dans ses opérations ainsi qu'à accroître le recyclage des plastiques. Le financement est un package qui comprend un prêt de 52 M EUR sur compte propre de SFI ainsi que 8,5 M EUR du Programme mixte de financement climatique Canada-SFI et 3,5 M EUR du programme *Alfaaq Aljadida* pour le développement du secteur privé au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Pour rappel, ECCBC est présent dans 13 pays, dont 8 en Afrique de l'ouest.

264 M EUR de la BOAD pour des projets dans 7 pays de l'UEMOA

Le 8 mai 2023, la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) [a approuvé](#) 12 nouvelles opérations dans 7 pays de l'UEMOA pour un montant global de 264 M EUR. Ces opérations portent notamment sur : (i) au Bénin, 2 projets d'implantation d'usines (minoterie et transformation de déchets solides) pour un montant total de 16,7 M EUR ainsi qu'un projet

dans le secteur de l'assainissement (33,5 M EUR) ; au Burkina Faso, 2 projets, dont l'un dans le secteur électrique (22,2 M EUR) et l'autre dans celui de l'eau (16,8 M EUR) ; en Côte d'Ivoire, un projet d'appui à la sécurité alimentaire (20,4 M EUR) et un projet routier (40,4 M EUR) ; au Mali, un projet routier (22,5 M EUR) ; tout comme au Niger (45,7 M EUR) ; au Sénégal, une prise de participation de la BOAD à l'augmentation du capital social de la Banque Régionale de Marchés (22,8 M EUR) ; et (vii) au Togo, un projet en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (15,2 M EUR) et la construction d'un complexe commercial (7,8 M EUR). A noter que quelques jours auparavant, BOAD [a annoncé](#) le maintien de sa note "BBB" avec perspective stable par l'agence de notation Fitch Ratings ainsi que le succès de sa récente [opération de titrisation](#) pour la mobilisation de 150 Mds FCFA (228,7 M EUR) sur le marché financier de l'UEMOA.

🍷 Bénin

S&P maintient la note du pays à "B+" avec perspective stable

L'agence de notation Standard & Poor's (S&P) [a maintenu](#) la note "B+" attribuée au Bénin, avec perspective stable. Selon S&P, cette décision se justifie par la bonne dynamique de croissance de l'économie béninoise, qui devrait atteindre 6,5% en 2023, puis s'établir en moyenne à 6,8% entre 2024 et 2026. L'agence met également en avant (i) les bénéfices économiques importants attendus du développement de la zone industrielle de Glo-Djigbé, de l'oléoduc Niger-Bénin et de la modernisation du port de Cotonou et (ii) l'efficacité des mesures mises en place par le gouvernement pour limiter l'inflation, qui a atteint 1,4 % en 2022, contre une moyenne de 7,4% dans l'UEMOA. En outre, le déficit budgétaire devrait se réduire à 4,5% du PIB en 2023, puis à 2,8% du PIB en moyenne entre 2024 et 2026. Enfin, S&P souligne la qualité de la relation entre le Bénin et les bailleurs officiels, permettant au pays de maintenir un accès à des

financements concessionnels attractifs malgré la hausse des taux d'intérêt.

🍷 Burkina Faso

Inflation à +0,2% en g.a. en avril 2023

Selon l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD), le taux d'inflation s'est établi à [+0,2% en glissement annuel](#) (g.a.) en avril 2023, contre +2,9% en g.a. le mois précédent. Ce faible niveau d'inflation globale se justifie principalement par le repli des prix des produits alimentaires (-1,4% en g.a.) qui a grandement atténué la hausse des prix des transports (+11,4% en g.a.), du logement, de l'eau, de l'électricité, du gaz et des autres combustibles (+6,5% en g.a.), de la santé (+5,8% en g.a.) et des restaurants et hôtels (+4,2% en g.a.). Toutefois, en moyenne annuelle, le taux d'inflation se situe à 11,5% en avril 2023.

Inauguration de la première institution de microfinance islamique

Le 6 mai 2023, le Ministre de l'économie, des finances et de la prospective [a inauguré](#) les locaux de Islamic finance group (IFG) à Ouagadougou pour le lancement officiel de ses activités. Il s'agit de la première institution de microfinance dédiée à la finance islamique. Les mécanismes de financement de IFG sont ainsi axés sur les principes de prohibition de l'intérêt et de partage des risques avec le client. Pour cela, IFG proposera trois catégories de produits : (i) des produits participatifs, (ii) des produits d'endettement et (iii) un compte d'investissement.

🍷 Cap-Vert

Accord au niveau des services du FMI pour la 2^{ème} revue du programme FEC

Le 9 mai 2023, les services du FMI [ont achevé](#) les consultations au titre de l'article IV et sont parvenus à un accord avec les autorités

capverdiennes pour la 2^{ème} revue du programme appuyé par la Facilité élargie de crédit (FEC). Sous réserve de l'approbation de cette revue par le Conseil d'administration du FMI, la conclusion de cette revue permettrait de décaisser 4,5 M DTS (6,1 M USD). Les services du FMI ont confirmé les performances positives du pays dans le cadre du programme. La croissance économique a **fortement rebondi en 2022 pour s'établir à 17,7%** en 2022, favorisant une diminution du ratio dette/PIB. Toutefois, en 2023, la croissance du pays devrait se modérer à **4,4%** et l'inflation atteindre 5,2%.

🇨🇮 Côte d'Ivoire

37 M EUR de l'UE en faveur de la durabilité et des OSC

Le 5 mai 2023, le Ministre de l'Economie et des Finances et l'Ambassadeur de l'Union européenne (UE) en Côte d'Ivoire ont procédé à la signature de 3 conventions de financement **d'un montant total de 37,3 M EUR**. La première convention (20,6 M EUR) vise à appuyer les efforts du Ministère des mines, du Pétrole et de l'Énergie pour la promotion des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique. La seconde (12,7 M EUR) vise à soutenir le développement de la responsabilité sociale des entreprises et à améliorer l'employabilité des jeunes dans le secteur du numérique. La troisième (4 M EUR) est un appui au monde associatif en Côte d'Ivoire pour la poursuite du renforcement des capacités des organisations de la société civile (OSC). A noter que ces conventions s'inscrivent dans le cadre du Programme Indicatif Pluriannuel (PIP 2021-2027) entre la Côte d'Ivoire et l'UE, dont les domaines prioritaires sont (i) le développement du capital humain ; (ii) la croissance inclusive et durable et (iii) l'État de droit, démocratie, paix et la stabilité.

L'exploitation de l'usine d'eau potable de la Mé attribuée à la SIEE

Le gouvernement ivoirien a approuvé le 3 mai 2023 la convention faisant de la Société

Ivoirienne des Eaux et de l'Environnement (SIEE) l'exploitant de l'usine de production d'eau potable de la Mé. Dotée d'une capacité de traitement de 240 000 m³ d'eau par jour, l'usine est construite afin de répondre durablement à la **demande croissante d'eau potable dans le District d'Abidjan, par prélèvement d'eau dans la rivière Mé**. Elle pourra fournir environ 25% des besoins journaliers de consommation en eau du district à pleine capacité. La convention signée **permettra d'assurer la pérennité de l'exploitation de l'ouvrage et des équipements associés et de les maintenir dans un état de fonctionnement optimal**.

Création d'un observatoire national du riz afin de booster la production locale

L'Observatoire national du riz - Côte d'Ivoire (ONRiz-CI), dont l'assemblée générale constitutive s'est tenue le 9 mai 2023, a pour vocation de servir de cadre permanent de coordination des interventions des acteurs majeurs (gouvernement, secteur privé, partenaires techniques et financiers) de la filière **riz en Côte d'Ivoire pour la transformation structurelle du secteur**. Suscité par la Communauté des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cedeao), elle vise également à améliorer la disponibilité du riz et le revenu des acteurs tout en servant de point focal des connaissances, de l'expertise et des réseaux en matière de riziculture durable. Selon le Directeur général de la promotion de la riziculture, la Côte d'Ivoire importe environ 1,5 Mt de riz par an, soit la moitié de sa consommation.

🇬🇲 Gambie

Inauguration de la ligne électrique Laminkoto - Diabugu Batapa de 30 KV

Le Président gambien a inauguré la ligne électrique de 30 KV qui **s'étend de Laminkoto à Diabugu Batapa**. Cette ligne favorisera l'accès à l'électricité à 46 communautés dans les districts de Sami et Sandu. Ce projet, **d'un coût global de 8 M USD**, devrait favoriser le raccordement à

l'électricité et l'obtention d'un compteur à 2 520 bénéficiaires au prix de 1000 GMD (15,4 EUR). Pour rappel, le pays ambitionne d'atteindre l'accès universel à l'électricité d'ici 2025.

🌿 Guinée

2,7 Mds USD nécessaires pour améliorer la disponibilité et l'accès en eau potable

Le Ministère de l'Énergie, de l'Hydraulique et des Hydrocarbures (MEHH), la Banque mondiale et la Société des Eaux de Guinée (SEG) [ont organisé](#) du 10 au 12 mai 2023 le Forum national de l'eau et de l'assainissement. Ce cadre d'échanges avait pour objectif d'identifier les causes du problème d'approvisionnement en eau et mobiliser des investisseurs privés et publics. En effet, seuls 31% des guinéens ont accès au réseau d'eau potable de la SEG. Ce qui parfois conduit ceux n'y ayant pas accès à creuser des forages sauvages dangereux. Le secteur de l'eau est également confronté à un sous-investissement dans les infrastructures, un faible recouvrement des coûts de service d'eau et des difficultés dans la collecte des déchets. Les besoins de financements pour les travaux d'infrastructures du secteur eau sont évalués à 2,7 Mds USD. La Banque mondiale a annoncé contribuer à hauteur de 200 M USD, tandis que le gouvernement s'est engagé à couvrir 20% des investissements nécessaires.

🌿 Guinée-Bissau

Le FMI achève la 1^{ère} revue de l'accord FEC et décaisse 3,2 M USD

Le 10 mai 2023, le Conseil d'administration du FMI [a achevé](#) la 1^{ère} revue du programme appuyé par un accord au titre de la facilité élargie de crédit (FEC), permettant le décaissement de 2,4 M de DTS (3,2 M USD) en faveur de la Guinée-Bissau. La mise en œuvre du programme est jugée globalement satisfaisante. En outre, la croissance en 2022 est estimée à 3,5% et devrait rebondir pour atteindre 4,5% en 2023, tandis que

l'inflation moyenne a augmenté à 7,9% en 2022. Le déficit budgétaire s'est maintenu autour de 5,8% du PIB en 2022, mais devrait se réduire à 3,8% du PIB en 2023.

🌿 Libéria

Création du premier jardin national de semences de cacao

Le 10 mai 2023, avec l'appui du Fonds international du développement agricole (Fida), du Tree Crop Extension Project et du Ministère de l'Agriculture, le premier jardin national de semences de cacao (National Cocoa Seed Garden ou NCSG) [a été créé](#) à Beeplay dans le comté de Nimba sur une surface de 30,4 ha. Le NCSG a pour vocation d'assurer la distribution de semences et de plants de cacao certifiés aux agriculteurs à un prix raisonnable et à terme de mettre fin aux importations en la matière.

🌿 Mauritanie

Légère baisse de la production d'or de la mine de Tasiast au 1^{er} trimestre 2023

La mine de Tasiast, exploitée par l'entreprise canadienne Kinross, [a produit 3,7 tonnes d'or](#) au 1^{er} trimestre 2023, soit une légère baisse de 2% par rapport au 1^{er} trimestre 2022 et ce malgré l'arrêt planifié de la production en février lié au projet 24K Tasiast. Ce dernier vise à relever la capacité d'extraction de minerais et devrait être effectif en milieu de cette année. En outre, la centrale solaire, d'une capacité de 34 MW devrait être mis en service sur le site d'ici fin 2023.

🌿 Niger

Accord au niveau des services du FMI sur la 3^{ème} revue FEC et un programme FRD

Les autorités nigériennes et les services du FMI [ont conclu](#) un accord sur la 3^{ème} revue du programme économique appuyé par la Facilité

élargie de crédit (FEC) et **sur la mise en place d'un nouveau programme au titre de la Facilité pour la résilience et la durabilité (FRD)**. Cet accord au niveau des services sera soumis à **l'approbation du Conseil d'administration du FMI en juillet prochain**. L'approbation de la revue du programme FEC permettrait un décaissement à hauteur de 19,7 M DTS (26,7 M USD), soit 15 % de la quote-part du pays. Le programme au titre de la FRD, pour sa part, appuiera les autorités dans la conduite de réformes structurelles et dans la **réalisation d'investissements aux fins de l'adaptation au changement climatique et de l'atténuation de ses effets**, en mettant à la disposition du pays 98,7 M DTS (133,4 M USD). Selon les services FMI, la croissance aurait atteint **11,9% en 2022 et devrait s'établir à 7% en 2023**.

Installation du Conseil consultatif national de politique fiscale

Le 3 mai 2023, le Ministre des Finances a **procédé à l'installation officielle du Conseil consultatif national de politique fiscale**. L'institution regroupe en son sein des représentants du secteur privé et des administrations publiques et a essentiellement pour mission de formuler des recommandations, des avis et des propositions en matière de politique fiscale. Cette démarche **s'inscrit dans la volonté du gouvernement d'effectuer une refonte et une simplification des dispositifs fiscaux**, permettant au Niger de passer **d'une fiscalité centrée sur les recettes à une fiscalité orientée vers le développement du pays**.

Signature d'un accord de partenariat entre l'Etat et Orano

Le 4 mai 2023, la Ministre des Mines, le Ministre des Finances et le Président **d'Orano Mining ont signé un accord global de partenariat qui couvre plusieurs sujets d'intérêt commun parmi lesquels le projet Imouraren, l'exploitation de la mine de SOMAÏR, le réaménagement de COMINAK et l'engagement sociétal d'Orano au Niger**. Cet accord prévoit ainsi les conditions pour préserver la pérennité économique de SOMAÏR et **limiter l'impact socio-économique de la fermeture de COMINAK**. Dans le même temps,

Orano pourra poursuivre la recherche d'options futures pour l'exploitation du gisement **d'Imouraren avec un budget d'investissement de 85 M EUR**. Une décision **d'investissement** devrait être prise en 2028 si les études de faisabilité sont concluantes.

🇸🇳 Sénégal

Accord au niveau des services du FMI pour un programme FEC/MEDC, combiné à la FRD

Le 11 mai 2023, les services du FMI **sont parvenus à un accord pour la mise en place d'un programme appuyé par le Mécanisme Elargi de Crédit (MEC) et la Facilité Elargie de Crédit (FEC) d'une durée de 36 mois avec un accès de 1,1 Md DTS (1,5 Md USD, représentant 350% de la quote-part), combiné à la Facilité pour la résilience et la durabilité (FRD) avec un accès de 242,7 M DTS (327,1 M USD, représentant 75% de la quote-part)**. Cet accord sera soumis à l'approbation du Conseil d'administration du FMI prévu pour la mi-juin 2023. Les priorités du programme MEDC/FEC portent sur la réduction des vulnérabilités liées à la dette à travers une diminution du déficit budgétaire, le renforcement de la gouvernance financière et du dispositif anti-blanchiment des capitaux et de lutte contre le financement du terrorisme. La FRD soutiendra les objectifs d'atténuation et **d'adaptation au changement climatique, ainsi que les travaux visant à intégrer le changement climatique dans le processus budgétaire**. Les services du FMI soulignent par ailleurs que la croissance du PIB hors hydrocarbures est projetée à 5,3% en 2023 (contre une projection initiale de 6 %), mais la croissance globale pourrait toutefois être supérieure à 8%, si la production de pétrole et de gaz démarre au quatrième trimestre **de l'année**.

Forum d'affaires "Agri-agro" axé autour de la souveraineté alimentaire à Dakar

Du 9 au 12 mai 2023, une [mission](#) d'une quarantaine d'entreprises françaises actives dans le domaine agricole et agroalimentaire s'est rendue au Sénégal. L'évènement, organisé par Medef International, BPI France et Business France a permis de mettre en relation les entrepreneurs sénégalais et français de ce secteur afin de créer des synergies, d'organiser un forum d'affaires et des rencontres institutionnelles et BtoB. Ce fut l'occasion pour le secrétaire général du ministère de l'Agriculture, de l'Équipement rural et de la Souveraineté alimentaire d'inviter les investisseurs français à prendre part au programme d'investissement "Compact" pour l'agriculture estimé à 1 592 Mds FCFA (2,4 Mds EUR), et de rappeler que le Sénégal ambitionne d'atteindre la souveraineté alimentaire à l'horizon de 2028.

Togo

L'inflation à +6,3% en g.a. en mars 2023

L'inflation au Togo [s'est élevée](#) à +6,3% en glissement annuel (g.a.) en mars 2023, contre +5,2% le mois précédent, selon l'Institut national de la Statistique et des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED). Elle est en grande partie tirée par l'augmentation des prix de la composante "logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles" (+7,2% en g.a), des transports (+16,6% en g.a), de la restauration et l'hôtellerie (+11% en g.a). A noter la hausse des prix des produits alimentaires (+3,7% en g.a), en particulier celle de la viande (+8.7%). Seuls les prix des communications (-0,1%) et des dépenses de santé (+0,2%) sont restés quasiment stables sur la période sous revue. Pour rappel, le taux d'inflation dans l'UEMOA se situe à 5,7% en g.a en mars 2023 ; le Togo apparaît ainsi comme l'un des pays les plus marqués par l'accélération de l'inflation dans l'Union.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.trésor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan
Rédacteurs : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Bamako, Dakar, Lomé et Ouagadougou, antennes de Conakry et Nouakchott

Pour s'abonner

abidjan@dgtresor.gouv.fr